

Focus Publics 2025

Photographie annuelle des publics
accompagnés

Rapport des résultats du projet pilote

Mars 2026

Synthèse

Synthèse

Focus Publics 2025 est un projet pilote visant à produire une photographie des publics en situation de précarité accompagnés par le réseau associatif genevois. Réalisée auprès de 827 personnes dans neuf organisations membres du CAPAS (Argos, Bateau Genève, Caritas Genève, CCSI, Croix-Rouge genevoise, Centre social protestant, F-Information, Groupe santé Genève et Première Ligne), cette enquête explore la possibilité de documenter leur profil et les difficultés rencontrées. L'objectif n'est pas de produire une statistique représentative de la population genevoise, mais de tester et d'illustrer la pertinence d'un dispositif d'observation annuel, basé sur une collecte ponctuelle et reproductible des données. Par leur proximité avec les personnes concernées, ces organisations rencontrent en effet des publics peu visibles dans les statistiques institutionnelles, notamment des personnes en situation de non-recours aux aides, sans statut administratif stable ou engagées dans des formes d'emploi précaires ou informelles.

Les problématiques les plus fréquemment déclarées par les personnes ayant répondu à l'enquête concernent l'emploi ou la recherche de travail (66 %), la santé (59 %), le logement (50 %) et le besoin d'aide financière (46 %). Ces difficultés apparaissent rarement de manière isolée. Les résultats mettent en évidence des situations marquées par un cumul important de difficultés. Près de la moitié des personnes interrogées déclarent des problèmes dans quatre domaines de vie, et plus des deux tiers en mentionnent au moins trois. Les situations observées relèvent ainsi d'un enchevêtrement de contraintes économiques, administratives, sanitaires et résidentielles, confirmant l'intérêt d'une lecture multidimensionnelle des situations de précarité.

Dans le domaine de l'emploi, seules 9 % des personnes interrogées déclarent occuper un emploi à plein temps, tandis que près de la moitié (48,4%) se trouvent hors emploi. Par ailleurs, certaines personnes en activité rapportent néanmoins des difficultés matérielles importantes, notamment pour payer des factures, accéder aux soins ou couvrir leurs besoins alimentaires. Les situations les plus fragiles concernent en particulier les personnes en emploi précaire, à temps partiel, ou dont les ressources reposent sur des formes de revenu informel ou instable, ce qui met en évidence l'existence de formes d'emploi insuffisamment protectrices.

Le profil des publics interrogés nuance également certaines représentations de la précarité. Une part importante des personnes dispose d'un niveau de formation post obligatoire (70 %), dont 43% d'une formation tertiaire. Ces résultats montrent que les situations observées ne concernent pas uniquement des personnes faiblement qualifiées. Dans plusieurs cas, des personnes disposant de qualifications élevées se trouvent néanmoins confrontées à des formes d'emploi instables ou à des difficultés d'insertion professionnelle.

Les analyses mettent en évidence une forte association entre statut administratif et configurations sociales observées. Les personnes relevant des catégories de statuts les plus précaires apparaissent plus fréquemment confrontées à des situations d'instabilité professionnelle, résidentielle et économique. À qualification comparable, les situations d'emploi diffèrent nettement selon le statut administratif tel qu'il est mesuré dans l'enquête : des personnes disposant d'une formation supérieure peuvent ainsi se retrouver dans des formes d'emploi précaire, dans des secteurs peu qualifiés ou dépendre de ressources informelles. Ces résultats suggèrent que les situations de précarité observées ne relèvent pas uniquement d'un manque de qualification ou d'activité, mais également d'inégalités d'accès aux droits et aux opportunités professionnelles.

Les questions administratives apparaissent également comme une dimension importante des situations observées. Près de 40 % des répondant-es déclarent rencontrer des difficultés dans

ce domaine. Ces difficultés apparaissent fréquemment associées aux problématiques d'emploi, de logement ou de ressources. Elles rappellent que, dans le contexte genevois, l'accès aux ressources dépend souvent de démarches administratives complexes et que la capacité à mobiliser ses droits constitue un élément déterminant dans les parcours de précarité.

Les données mettent par ailleurs en évidence des privations matérielles concrètes. Une part importante des personnes répondantes déclare des difficultés à payer certaines factures, à accéder à des soins pour des raisons financières, à demander de l'argent à des proches ou à couvrir ses besoins alimentaires. L'analyse combinée de ces indicateurs montre que les niveaux de privation les plus élevés apparaissent parmi les personnes en emploi précaire, celles vivant dans des formes de logement instables, les personnes récemment arrivées à Genève ou celles ayant plusieurs enfants à charge. Les difficultés économiques se traduisent ainsi par des arbitrages quotidiens entre plusieurs besoins essentiels.

Le focus consacré à l'insécurité alimentaire met en évidence un signal particulièrement préoccupant. Parmi les personnes ayant répondu à la question, une part importante déclare avoir passé au moins une journée entière sans manger par manque d'argent au cours des 30 derniers jours. Ces situations apparaissent plus fréquentes parmi les personnes dont les ressources reposent sur des formes d'emploi précaire ou sur des revenus informels, mais elles concernent également certaines personnes bénéficiant de prestations sociales. L'enquête met aussi en évidence des situations de non-recours aux dispositifs existants : parmi les personnes déclarant des difficultés pour se procurer de la nourriture, près d'une sur trois n'a pas eu recours à l'aide alimentaire au cours de l'année écoulée. Ce résultat suggère que l'existence d'une offre d'aide ne garantit pas nécessairement son accessibilité effective.

L'enquête met également en évidence des relations étroites entre conditions de logement et état de santé. Les personnes vivant dans des situations de logement instables - logement précaire, absence de logement ou vie à la rue - déclarent plus fréquemment une santé perçue comme mauvaise ou très mauvaise que celles disposant d'un logement stable. Les difficultés d'accès aux soins apparaissent également plus fréquentes dans ces situations, notamment lorsque les ressources économiques sont fragilisées. Ces résultats soulignent que les enjeux de santé ne peuvent être dissociés des conditions matérielles d'existence, et en particulier des conditions de logement.

Les situations observées concernent par ailleurs fréquemment des personnes ayant des responsabilités familiales. Plus de la moitié des répondant-es ont au moins un enfant à charge et certaines situations de logement instable concernent également des ménages avec enfants. La précarité observée ne se limite donc pas à des personnes isolées, mais peut également toucher des familles.

Enfin, la majorité des personnes interrogées réside à Genève depuis plus d'un an. Les situations de précarité observées ne renvoient donc pas uniquement à des difficultés liées à une arrivée toute récente dans le canton. Dans certains cas, l'instabilité résidentielle ou économique semble s'inscrire dans la durée.

Dans l'ensemble, ce projet pilote montre l'intérêt d'un dispositif permettant de documenter les configurations sociales dans lesquelles s'inscrivent les situations de précarité accompagnées ou soutenues par les organisations du réseau associatif genevois. En reliant les difficultés exprimées par les personnes répondantes à des indicateurs plus objectivables de leurs conditions de vie, l'enquête permet d'éclairer plus finement les dynamiques de précarité et de mieux documenter les enjeux auxquels les publics sont confrontés.

Quelques chiffres clés

● **Emploi et ressources**

- Environ **50 %** des personnes sont sans emploi
- Seules **10 %** occupent un emploi à plein temps
- Plus de **35 %** dépendent de prestations sociales (Aide sociale, AVS, AI, chômages etc.)

● **Formation et insertion**

- Plus de **70 %** disposent d'une formation postobligatoire
- Environ **35 %** ont une formation tertiaire

● **Conditions de vie et privations**

- **40%** ont connu au moins une journée sans manger récemment
- Près de **33%** des personnes en difficulté alimentaire ne recourent pas à l'aide
- Environ **60 %** rencontrent des difficultés à payer leurs factures
- Environ **60 %** sollicitent un soutien financier auprès de leurs proches

● **Accès aux soins et santé**

- Près de **20 %** évaluent leur état de santé comme mauvais ou très mauvais
- Près de **55 %** déclarent des difficultés d'accès aux soins récentes pour manque d'argent

● **Logement & famille**

- **33%** des personnes interrogées ne disposent pas d'un domicile fixe privé.
- Près de **45 %** de celles qui ont 3 enfants ou plus ne sont pas dans une situation résidentielle stable.